**GROUPEMENT REGIONAL ECONOMIQUE
DES VALLEES DE L'OURTHE ET DE L'AMBLEVE**

(asbl GREOA)

COMMUNE D'OUFFET

PROGRAMME COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT RURAL

**Procès-verbal de la CLDR
Du 23 janvier 2014 à 20h00
(Salle polyvalente – rue du village 3 à 4590 Ouffet)**

Représentation	Effectifs	Suppléants
<u>Géographique</u> Ouffet Warzée Ellemelle	MARCHAL Martine (excusée) VAN SULL Philippe (excusé) GROSFILS Francis	JANSSEN Paulette JADIN Benoît GALLOY Ludivine
<u>Politique</u> EC EC EC EC	CASSART Caroline LARDOT René WAUTELET Paul FROIDBISE Francis	DECROUPELLE Noëlle (excusée) SERVAIS Emilie GIELEN Marc-Antoine JOLY Brice
<u>Groupe d'âge</u> 30 ans et moins 30 à 50 ans + 50 ans	TAENS Guillaume GILON Corinne (démission) THIRION Jean-Claude	MAROTTA Justine D'HEUR Astrid DEFRERE Marcel
<u>Associatif et autres</u>	TRINE Jean-Marie DEFECHEREUX Marie-Louise KALBUSCH Xavier (excusé) SEIDEL Marie-Cécile SERVAIS Valentine LEGRAND Jean-Pierre LAWALREE Geneviève	RUTHY Philippe WALHIN Freddy LIZEN Jean-Marie (excusé) GODBILLE Géraldine WAUTELET Fanny BAUDOIN Joseph RENAVILLE Gérald (excusé)

Agents de développement du GREOA : HOUBEAU Benoît
PIRON Dimitri

Approbation du PV de la réunion du 24/09/2013

Le PV est approuvé

Fiche 3.7 - Aménagement d'une Maison de l'Entité dans l'ancien moulin situé rue Aux Oies afin de soutenir la vie associative – Etat d'avancement.

Mme Lardot présente le rapport du collègue en réaction à l'avis défavorable du SPW sur la fiche projet et explique les différents arguments qui amènent la Commune à réagir et à confirmer sa demande de recevabilité du dossier pour l'obtention d'une convention-faisabilité.

Mme Lardot effectue premièrement un rappel du principe de la classification des projets en lots qui a amené la Commune à situer le projet de la salle de l'Entité dans le Lot 0 : le projet était déjà entamé au début de la réalisation du PCDR. Elle souligne d'autre part qu'à l'époque, Mme Rahier avait expliqué que l'ordre des fiches n'était jamais figé et que les membres de la CLDR pouvaient toujours rediscuter des priorités. De plus, les finances à l'ordinaire étaient encore saines à ce moment-là et prévoir la réalisation du projet à l'extraordinaire était envisageable sous la forme suivante : 400.000€ sur fonds propre et 600.000€ sous forme d'emprunt. Mme Lardot énumère ensuite par étape l'ensemble de la démarche de la Commune pour faire aboutir le projet entre 2010 et 2013 : l'acquisition du bâtiment, la réalisation de l'avant-projet, etc. Mme Lardot termine alors sa présentation en mentionnant que le projet a reçu l'appui de M. Van Der Smissen de l'Administration du Développement Rural mais a essuyé un refus de la DGO3 qui se justifie en dénonçant la passivité de la Commune au niveau de la réalisation des projets du Lot 0 et le changement de priorité dans les projets. En conclusion, la Commune a décidé d'aller contre les arguments de la DGO3 car elle estime qu'il faut tenir compte de l'évolution de la conjoncture entre le lancement du projet et la situation financière actuelle de la Commune.

Mme Cassart apporte un complément d'information suite à cette présentation en exprimant son avis sur les critiques émises à l'encontre du projet :

Premièrement, elle exprime son désaccord sur le respect strict des priorités reprises par le PCDR vu que le processus de réalisation du PCDR lui-même prend plusieurs années et qu'en parallèle la situation et les besoins de la Commune évoluent. Elle mentionne également qu'une grande partie du projet a déjà été supportée financièrement par la Commune et que le permis unique a été obtenu. Enfin, Mme Cassart confirme que la Commune ne désire absolument pas abandonner les autres projets. Mme Cassart effectue une énumération de tous les projets du Lot 0 qui ont été menés à bien ou qui ont été entamés, preuve du dynamisme de la Commune. Enfin, un Groupe de Travail se penchera sur le projet de la Tour de Justice afin de réfléchir aux nouveaux objectifs, à l'affectation du bâtiment et à la réalisation d'un nouveau montage financier. M. Labory précise en effet que le budget total initial du projet était subventionné à un taux différent du taux actuel et qu'il est devenu aujourd'hui surréaliste pour la Commune de supporter sur fonds propres les 1.500.000€ environ prévu par le projet de financement actuel.

La CLDR approuve l'envoi du dossier de réclamation sans émettre de commentaires supplémentaires.

Divers

Néant

La séance est clôturée à 20h30.